

## Conseil de gouvernement du Mardi 22 Janvier 2013

Le Conseil de gouvernement, réuni mardi à Rabat, a adopté un projet de loi fixant les principes de délimitation des circonscriptions territoriales des collectivités et plusieurs propositions de nomination à de hautes fonctions

### **Le conseil de gouvernement adopte un projet de loi fixant les principes de délimitation des circonscriptions territoriales**

Le conseil de gouvernement a adopté, mardi, un projet de loi fixant les principes de délimitation des circonscriptions territoriales des collectivités, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

Ce projet, présenté par le ministre de l'Intérieur, représente un pas de plus dans le processus de mise en application de la Constitution, notamment l'article 71 qui consacre le caractère décentralisé de l'organisation territoriale du Royaume, fondée sur la régionalisation avancée dans le cadre d'un Etat unifié, a souligné M. El Khalfi lors d'un point de presse à l'issue de ce conseil.

Selon le ministre, le texte s'inspire des recommandations de la Commission consultative de la régionalisation et une avancée dans la mise en place des principes fondamentaux à observer dans la délimitation des circonscriptions territoriales, principes qui doivent s'appliquer à toutes les collectivités territoriales: régions, préfectures, provinces et communes.

Sur le plan régional, le projet stipule que la délimitation du ressort territorial doit traduire concrètement les nouvelles attributions de la région telles qu'énoncées dans la nouvelle Constitution qui l'érige en partenaire direct de l'Etat, tout en prenant en considération le critère d'efficience dans l'optique d'une organisation territoriale harmonieuse.

Pour ce qui est des préfectures et provinces, le projet de loi souligne l'importance d'en faire une plateforme d'activité économique et de coopération en matière d'accès aux services économiques et administratifs.

Ce texte, qui sera soumis au parlement où il sera l'objet d'un débat approfondi, va accorder au gouvernement des attributions lui permettant de fixer le nombre et l'appellation des régions, préfectures, provinces et communes ainsi que leur ressort territorial conformément à un texte réglementaire.

### **Le Conseil de gouvernement adopte des propositions de nominations à des fonctions supérieures**

Le Conseil de gouvernement, réuni mardi à Rabat, sous la présidence du Chef de gouvernement, M. Abdelilah Benkirane, a adopté plusieurs propositions de nominations à des fonctions supérieures, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution.

Il s'agit de 3 Directeurs au niveau du ministère de l'Équipement et du transport, à savoir le directeur de la marine marchande, le directeur général de l'aviation civile et le directeur des ports et du domaine public, a précisé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha El Khalfi dans un communiqué lu lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

Le Conseil a, de même, approuvé la nomination du directeur des Etudes, de la Communication et de la Coopération au ministère délégué chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, ainsi que des Secrétaires généraux du ministère de la Santé et du ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement social.

La nomination de deux directeurs au niveau du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, a été également approuvée, a ajouté le ministre, faisant savoir qu'il s'agit du directeur des Affaires administratives et financières et du directeur de la formation en milieu professionnel.

### **Le gouvernement adopte un projet de décret fixant les prérogatives et l'organisation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres**

Le conseil de gouvernement a adopté, mardi, un projet de décret fixant les attributions et l'organisation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres.

Ce projet de décret, présenté par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres, vise à adapter les attributions et les structures de ce département aux dernières nouveautés dans ce domaine, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, dans un communiqué lu lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement.

Le projet ambitionne d'adapter les prérogatives de ce ministère au développement que connaît ce secteur vital et décisif pour le progrès du Maroc, d'autant plus que le cadre actuel régissant ce département est désuet et n'a pas été en mesure d'accompagner les développements qu'a connus le Royaume sur le plan législatif, a ajouté le ministre.

Ce cadre ne permet pas au ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres d'apporter une contribution scientifique, technique, professionnelle et culturelle aux niveaux économique et social, a-t-il dit.